# Nicaragua Luxembourg | COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Mai 2017

# Contenu


04 NICARAGUA VUE D'ENSEMBLE

06 STRATÉGIES & PRINCIPES

07 COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE AU NICARAGUA

08 CHIFFRES

09 ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION AU NICARAGUA

10 COOPÉRATION BILATÉRALE

13 APPUI À LA SOCIÉTÉ CIVILE

14 COOPÉRATION MULTILATÉRALE

15 COOPÉRATION AVEC LES ONG

17 CONTACTS

# Nicaragua, **vue d'ensemble**

**124/187**
Indice de développement humain

**6 082 032**
Population

**87**
Sources d'eau potable améliorées
(% y ayant accès)

PIB/habitant (PPA)
**4 830 USD**

**1,10 %**
Taux d'accroissement de la population

**1,7**
Croissance de la
population urbaine
(% annuel)

**75**
**Espérance de vie à la naissance**

**68**
Installations d'assainissement
améliorées (% y ayant accès)

**22/1 000**
Mortalité infantile

**0,8**
Émission de $CO_2$
(tonnes métriques/habitant)

**2,2** Enfants/femme

**83 %**
Taux d'alphabétisation

**130 370 km²**
Superficie

Intervention de la Coopération luxembourgeoise

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Managua, Nicaragua

# La Coopération luxembourgeoise au développement : **stratégies & principes**

La Coopération luxembourgeoise au développement se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté. Ses actions se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux avec l'homme, la femme et l'enfant en son centre.

Les actions de la Coopération luxembourgeoise s'inscrivent dans la réalisation des Objectifs du Développement durable (ODD) qui ont pris la relève des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), tout en élargissant le champ d'action. Cependant, les principaux secteurs d'intervention de la Coopération luxembourgeoise resteront dans le domaine social : l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelles, la santé et le développement local. Des initiatives pertinentes dans le domaine de la microfinance sont encouragées au niveau conceptuel et opérationnel.

Par souci d'efficacité et d'impact, la Coopération luxembourgeoise cible un nombre restreint de pays partenaires tout en mettant à profit les bénéfices d'une approche régionale et en tenant compte des situations de fragilité. La concentration sectorielle résulte aussi de la volonté d'avoir un impact réel, voire d'assumer un rôle de chef de file parmi les bailleurs dans certains de ces secteurs. L'esprit de partenariat, qui se traduit par le souci de l'appropriation des programmes et projets par les bénéficiaires, préside à la mise au point des programmes pluriannuels de coopération - les Programmes indicatifs de Coopération (PIC).

En termes d'aide publique au développement (APD), la Coopération luxembourgeoise se place depuis l'an 2000 dans le groupe des pays industrialisés qui y consacrent plus de 0,7% de leur Revenu national brut (RNB). Le programme gouvernemental de l'actuelle législature (2013-2018) confirme l'engagement du Luxembourg à maintenir son APD à 1% du RNB et précise qu'il s'agit d'une APD entièrement basée sur les dons, qui est par principe non liée. L'APD est mise en œuvre par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de la coopération avec les organisations non gouvernementales (ONG) et de l'appui aux programmes.

L'APD luxembourgeoise comprend par ailleurs un important volet d'action humanitaire sous forme d'aide d'urgence pour répondre aux catastrophes humanitaires, aux catastrophes naturelles et à des conflits violents, incluant aussi un volet « prévention » des catastrophes humanitaires ainsi qu'un volet « transition » entre une catastrophe humanitaire, la reconstruction et la reprise des activités de développement.

En parallèle, la Coopération luxembourgeoise est activement impliquée dans le débat et la mise en œuvre de nouveaux standards de qualité et d'efficacité de l'aide. Elle respecte les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (appropriation, harmonisation, alignement, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle), le Programme d'Action d'Accra et le Partenariat mondial de Busan et du Mexique, de même que les engagements pris dans le cadre du Code de conduite de l'Union européenne sur la complémentarité et la division du travail.

Guidée par les principes de l'efficacité du développement, la Coopération luxembourgeoise a évolué d'une approche de projets mis en œuvre en régie vers une approche sectorielle mettant en œuvre des programmes favorisant une plus grande utilisation des systèmes nationaux (accords de partenariat opérationnels, exécution nationale, aide budgétaire sectorielle) et ouverte à d'autres modalités de l'aide, telles que la gestion axée sur les résultats.

Depuis 2009, plusieurs stratégies sectorielles complètent la stratégie générale et les principes de la Coopération luxembourgeoise. Elles couvrent les principaux domaines d'action, à savoir : l'action humanitaire, l'agriculture et la sécurité alimentaire, le développement local, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle, l'environnement et le changement climatique, le genre, la gouvernance, la microfinance, la santé et le renforcement des institutions et des capacités.

# Les relations bilatérales entre le Luxembourg et le Nicaragua

Le début des relations de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Nicaragua date des années 1990. Elles se sont continuellement développées depuis. En 2000, un Accord général de Coopération a été signé, fixant le cadre général des relations de coopération et en 2007, un bureau de la Coopération luxembourgeoise a ouvert ses portes à Managua, qui a acquis le statut d'Ambassade en février 2008. L'Ambassadeur non résident est basé à Washington.

Le premier Programme indicatif de Coopération (PIC) (2003-2006), doté d'un budget de 23 millions EUR, répondait à la stratégie de lutte contre la pauvreté que le gouvernement nicaraguayen avait élaborée en 2001 dans le cadre de l'initiative « Pays pauvres très endettés » menée par les institutions de Bretton Woods.

Le deuxième PIC (2007-2010), signé fin 2006 pour un budget de 31,6 millions EUR, avait l'ambition de contribuer à la réduction de la pauvreté et de favoriser le développement durable du Nicaragua. Les secteurs d'intervention étaient le tourisme, la santé, la formation professionnelle ainsi que l'eau et l'assainissement.

Le troisième PIC (2011-2014), signé en avril 2011, était doté d'un budget de 35 millions EUR. Il maintenait les orientations du PIC précédent dans les secteurs du tourisme, de la santé, de la formation professionnelle tout en se retirant progressivement du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Lors de la Commission de partenariat entre la République du Nicaragua et le Grand-Duché de Luxembourg qui s'est tenue en 2014 à Managua, les deux parties se sont mises d'accord sur une extension du PIC sur la période de 2015-2017 avec une enveloppe budgétaire de 21,4 millions EUR, qui plus tard a été augmentée à plus de 33 millions EUR. Ceci afin de combler quelques retards accumulés et de procéder à la consolidation des appuis en cours. Une autre finalité de l'extension est la mise en concordance de la programmation luxembourgeoise avec celle des autres bailleurs européens présents au Nicaragua, en vue d'une programmation conjointe dès 2018.

En ce qui concerne la formation professionnelle, la période d'extension est dédiée à reproduire le système mis en place dans le secteur de l'Hôtellerie et du Tourisme (i.e. modèle ENAH, centre de référence national et réseau de classes décentralisées) pour le secteur industriel.

Dans le secteur du tourisme, l'objectif est de contribuer au renforcement et à la diversification de l'offre touristique par un appui aux stratégies de marketing, l'appui aux petites et moyennes entreprises et le renforcement institutionnel d'INTUR.

Dans le secteur de la santé, la période d'extension permet de pérenniser les résultats de l'appui actuel aux SILAIS de Matagalpa et de Jinotega, de renforcer les infrastructures de premier niveau, de construire et équiper l'hôpital d'El Cuá, et de poursuivre l'appui à la Commission Nationale de Transfusion sanguine en y intégrant une stratégie de sortie claire.

Près de 10 % du budget d'extension du PIC a été alloué au volet multilatéral et notamment dans le secteur de la santé, pour la consolidation des appuis à travers l'OPS en complément du volet de santé mis en oeuvre par LuxDev.

Comme pour la période précédente, l'appui à la société civile prend une place importante dans l'extension du PIC à travers un appui au Fonds d'Appui à la Société Civile (FASOC). Un rapprochement entre société civile et secteur privé est aussi visé moyennant un appui à la rédaction du plan national de la responsabilité sociale des entreprises au Nicaragua.

# Chiffres

## 1. Coopération bilatérale

| Durée | Code | Titre | Exécution | Secteur | Budget total |
|---|---|---|---|---|---|
| 2014-2018 | NIC/026 | Renforcement institutionnel de la formation professionnelle en Hôtellerie, Tourisme et Industrie | LuxDev | Formation professionnelle | 13 230 000 EUR |
| 2016-2019 | NIC/027 | Programme d'appui au secteur de la santé | LuxDev | Santé | 14 118 709 EUR |
| 2017-2019 | NIC/028 | Programme d'appui au secteur du tourisme | LuxDev | Tourisme | 3 875 147 EUR |
| 2016-2017 | - | Fonds d'Appui à la Société Civile | IBIS | Appui à la société civile | 2 000 000 EUR |
| 2015-2017 | - | Programme d'appui à l'intégration et au renforcement de la responsabilité sociale des entreprises au Nicaragua | UNIRSE | Responsabilité sociale des entreprises | 450 000 EUR |

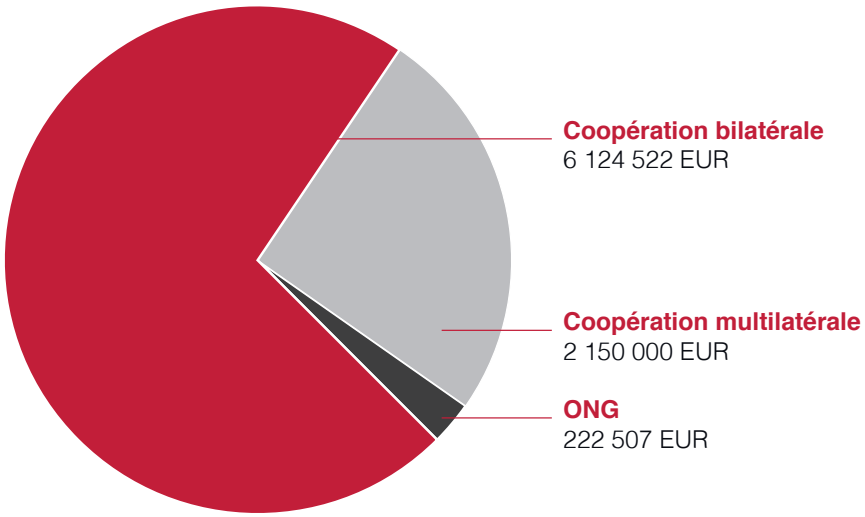
## 2. Coopération multilatérale

| Durée | Titre | Agence d'exécution | Secteur | Budget total |
|---|---|---|---|---|
| 2016-2017 | Renforcement du modèle de santé familial et communautaire | OPS | Santé | 2 150 000 EUR |

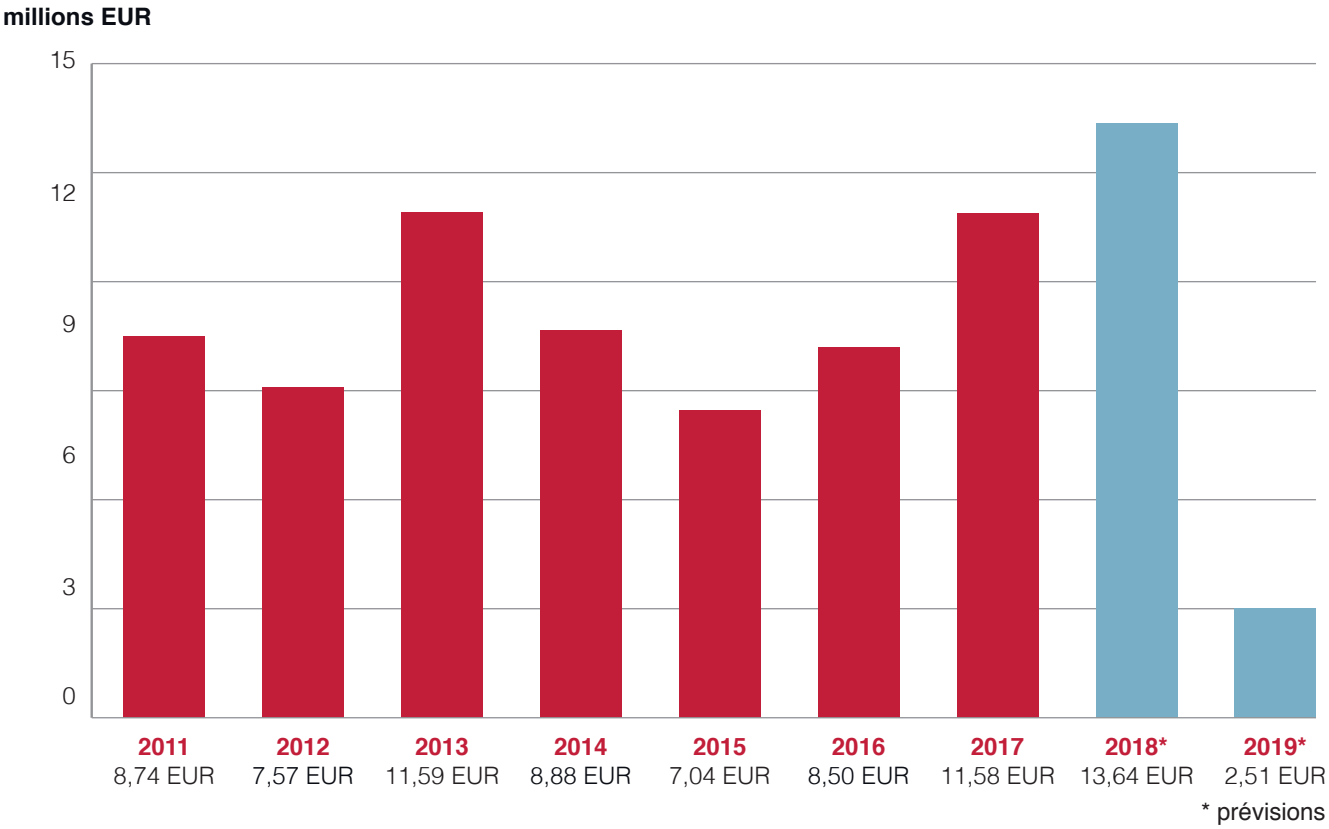
## 3. ONG

| Durée | Titre | ONG | Budget total |
|---|---|---|---|
| 2015-2017 | Prise en charge intégrale des enfants, des adolescents et jeunes en risque social vivant dans les quartiers marginaux et dans les focos des marchés populaires de la zone urbaine de Managua | Terre des Hommes | 230 585 EUR |
| 2015-2017 | renforcement économique, social et de lobbying de la population rurale de 3 micro-bassins du département de Matagalpa | Frères des Hommes | 96 000 EUR |
| 2014-2017 | Promotion du contrôle du diabète et de l'hypertension artérielle dans deux départements du Nicaragua | Handicap International Luxembourg | 269 040 EUR |

## 2016




## Évolution de la mise en œuvre



# Renforcement institutionnel de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en hôtellerie, tourisme et industrie

2014 - 2018

**NIC/026**

Le projet a démarré au mois de février 2014 et se limitait initialement à la continuation des projets menés précédemment par la Coopération luxembourgeoise dans la formation professionnelle en hôtellerie et tourisme. Le projet a été reformulé entre juin et octobre 2015 dans le cadre de l'extension du PIC III pour la période 2015-2017. Cette reformulation a permis d'intégrer l'appui à trois centres de formation dans le secteur industriel et a donné lieu à une refonte en profondeur du cadre logique en appliquant l'approche de la gestion basée sur les résultats. Le budget du projet est passé de 4,5 à 10,5 millions EUR et la durée d'exécution a été portée à 47 mois, pour se terminer le 31 décembre 2017.

Son objectif global est de contribuer à améliorer l'employabilité des bénéficiaires des services de l'Institut technologique national (INATEC). Son objectif spécifique est d'améliorer la qualité et d'accroître la pertinence des services offerts par les centres de l'INATEC bénéficiaires du projet. Il se concentre sur deux secteurs :

- l'hôtellerie et le tourisme avec un appui à l'École nationale d'Hôtellerie (ENAH) basée à Managua et la construction d'une école-hôtel d'application en bordure de l'océan Pacifique à Pochomil ;
- le secteur industriel avec un appui à trois centres de formation situés à Managua, Chinandega et Jinotepe.

Le projet offre un appui global aux quatre centres de formation bénéficiaires, comprenant des investissements en infrastructures et outils de travail, mais aussi en formation du personnel et du corps enseignant.

Le projet cherche aussi à rendre l'organisation des centres de l'INATEC plus performant en encourageant la mise en place et la certification de systèmes de gestion de la qualité basés sur la norme ISO 9000 dans 14 centres et au sein de la Direction générale de Formation professionnelle de l'INATEC.

Par ailleurs, le projet appuie l'INATEC pour renforcer ses relations avec d'autres institutions, avec le secteur productif et avec la société nicaraguayenne dans son ensemble. Il vise à améliorer la perception de l'Enseignement technique et Formation professionnelle (ETFP) dans le pays et à faire reconnaître son importance pour le développement socio-économique du Nicaragua.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 13 230 000 EUR

Travaux additionnels de l'école-hôtel *Casa Luxemburgo* à Pochomil

# Programme d'Appui au Secteur de la Santé

2016 - 2019

**NIC/027**

L'objectif global du programme est de contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et infantile au Nicaragua, assurant la consolidation des progrès obtenus par le projet antérieur NIC/025 dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement n° 4 et 5, et repris dans l'Objectif de développement durable n° 3.

Le programme poursuit deux objectifs spécifiques :

- améliorer la qualité et l'étendue de la couverture des services de santé pour les habitants de dix municipalités des départements de Jinotega et Matagalpa ;
- contribuer à ce que la population nicaraguayenne ait accès à une thérapie transfusionnelle sûre dans les hôpitaux publics bénéficiaires.

Le cadre logique du projet a été élaboré selon l'approche de gestion basée sur les résultats. Sa mise en œuvre repose sur un mécanisme mixte de gestion combinant la gestion directe par l'équipe du projet et la gestion déléguée au ministère de la Santé.

Les activités du projet concernent notamment la consolidation des capacités des équipes pour la mise en place du modèle de santé familiale et communautaire (MOSAFC), et le renforcement du réseau intégré de santé dans les deux départements, avec la construction d'un hôpital primaire à El Cuá, la réhabilitation d'infrastructures hydro-sanitaires et le réaménagement de la polyclinique de Matagalpa.

S'agissant de la médecine transfusionnelle, le projet appuie les activités de promotion du don continu du sang bénévole et altruiste dans huit départements et le renforcement des services de médecine transfusionnelle de 10 hôpitaux publics qui devront fonctionner en réseau en suivant les normes techniques existantes.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 14 118 700 EUR

Visites à domicile: une stratégie de participation dans les communautés appuyée par le projet

# Programme d'Appui au Secteur du Tourisme

2017 - 2019

**NIC/028**

Depuis 2007, le Luxembourg a financé deux phases du projet de la Route du Café qui visait à promouvoir le développement local à travers le tourisme dans cinq départements du nord du Nicaragua. LuxDev a également exécuté le projet de la Route coloniale et des Volcans dans le cadre d'une coopération déléguée de l'Union européenne, qui concernait six départements de la côte pacifique.

Le tourisme représente le deuxième secteur pourvoyeur de devises du pays mais son potentiel reste encore faiblement développé. Le nouveau projet, fort des expériences précédentes, vise à contribuer à l'augmentation des arrivées, de la durée moyenne de séjour et des dépenses journalières moyennes des touristes au Nicaragua, qui sont inférieures à la moyenne des pays d'Amérique centrale. L'approche retenue est de consolider l'offre touristique nationale et de favoriser le développement d'un tourisme durable et inclusif en centrant l'action du projet sur le renforcement des produits et des services ciblés dans certains territoires.

Pour ce faire, le projet agit selon trois axes interdépendants :

- développer une stratégie de marketing sur le marché international et national afin de donner de la visibilité et de rendre viable un portefeuille de produits touristiques diversifiés et mieux articulés pour les différentes destinations proposées ;
- améliorer l'offre des produits et des services touristiques, notamment à travers un programme d'amélioration de la compétitivité des petites et moyennes entreprises touristiques ;
- renforcer la capacité de gestion et de coordination de l'INTUR pour une meilleure efficacité opérationnelle au niveau territorial et national.

Le projet NIC/028 est mis en œuvre suivant une modalité mixte de gestion en régie et de gestion déléguée à INTUR par le biais d'une Convention de Délégation de Fonds et de Mise en Œuvre.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 3 875 147 EUR

Étudiants en pâtisserie

# Fonds d'Appui à la Société civile (FASOC)

2016 - 2017

La Coopération luxembourgeoise au Nicaragua contribue au Fonds multibailleur d'Appui à la Société civile (FASOC), dont elle détient actuellement le rôle de chef de file.

Depuis 2016, le FASOC a lancé deux appels à projets pour plusieurs thèmes : le changement climatique, la violence basée sur le genre, la protection des droits des peuples indigènes et afro-descendants, ainsi que les droits sexuels. 16 projets d'ONG locales ont pu être appuyés depuis le lancement du Fonds.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 2 000 000 EUR

# Programme d'appui à l'intégration et au renforcement de la responsabilité sociale des entreprises au Nicaragua

2015 - 2017

Le « Programme d'appui à l'intégration et au renforcement de la responsabilité sociale des entreprises au Nicaragua » est exécuté par l'Union nicaraguayenne pour la Responsabilité sociale des Entreprises (UNIRSE), et s'inscrit dans la suite d'un projet régional dans le domaine de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) avec le réseau INTEGRARSE (2012-2015).

L'objectif global du projet est une meilleure utilisation des flux financiers dont disposent les entreprises privées à des fins de responsabilité sociale maximisant ainsi leur impact sur le développement du pays.

Les axes stratégiques principaux sont :

- appui aux consultations entre acteurs locaux, y compris le gouvernement, pour développer un plan national de RSE. Une coopération Sud-Sud est prévue avec le Chili en tant que pays latino-américain disposant d'une expérience en la matière ;
- la réalisation d'alliances tripartites entre les entreprises, le secteur public et la société civile autour de la thématique de la responsabilité sociale : cet axe est ressorti comme une des recommandations principales dans la Feuille de Route pour la Société Civile de l'UE en Septembre 2014.
- le développement de nouveaux services pour les PME/PMI nicaraguayennes : ces entreprises représentent quasiment les 4/5 du PIB du Nicaragua mais peinent souvent à mettre en œuvre de vraies stratégies de RSE. Le projet vise à développer leurs capacités et à mettre à leur disposition des programmes de RSE standardisés, valorisant cet aspect important tant au niveau social qu'économique.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 450 000 EUR

# CAPTAC-DR : Centre régional d'assistance technique de l'Amérique Centrale, du Panama et de la République Dominicaine - Phase II

2014 - 2019

CAPTAC-DR est un effort de collaboration entre ses sept pays membres (Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Panama et la République dominicaine), les donateurs bilatéraux et multilatéraux (Union européenne, le Mexique, le Luxembourg, le développement de la Banque interaméricaine, Allemagne , le Canada et la Banque centraméricaine d'intégration économique) et le Fonds monétaire international (FMI). Son objectif est d'aider le renforcement des capacités de ses pays membres et l'intégration économique et financière dans la région . Actuellement, il couvre sept domaines d'action: l'administration fiscale interne, l'administration des douanes, la gestion des finances publiques, supervision financière, opérations monétaires, statistiques du secteur extérieur et des statistiques des comptes nationaux.

Contribution du Ministère des finances : 2 200 000 EUR

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 750 000 EUR

# Renforcement du modèle de santé familiale et communautaire (OPS)

2016 - 2017

Le programme en question représente une continuation des efforts de la Coopération luxembourgeoise dans le domaine de la santé. Le programme précédent, mis en œuvre conjointement par OPS/OMS, FNUAP et UNICEF sous la coordination du PNUD, et exécuté dans le cadre du 3e PIC, visait l'accélération de la mise en œuvre des OMD 4 (santé maternelle) et OMD 5 (santé infantile) dans les communautés rurales autochtones et afro-descendantes des départements de Nueva Segovia, Chontales et la Région Autonome du Sud.

L'objectif global du projet est de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles et de gestion des acteurs du secteur de la santé afin d'augmenter la qualité des services dans le cadre du modèle de santé familiale et communautaire.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 2 150 000 EUR

# Projets de Coopération des ONG

Parmi les ONG actuellement sous cofinancement, Terres des Hommes Luxembourg met en œuvre deux projets qui se situent dans les secteurs de l'agriculture et de l'éducation.

Avec un taux de cofinancement de 75 %, l'appui du ministère à ces projets s'élève à 281 155 EUR en 2017.

Parmi les ONG actuellement sous accord-cadre, Frères des Hommes Luxembourg et Handicap International Luxembourg mettent en œuvre deux projets qui se situent dans les secteurs du développement rural et de la santé.

Avec un taux de cofinancement de 80 %, l'appui du ministère à ces projets s'élève à 365 040 EUR en 2015-2017.

# Microfinance

Dans le domaine de la microfinance, le Luxembourg soutient deux projets lié au Nicaragua qui sont mis en œuvre par Appui au Développement Autonome (ADA), une ONG qui travaille sous le mandat du MAEE dans ce cadre.

Le projet **« Promotion de la performance sociale – Conami »** vise à promouvoir les performances sociales des IMF règlementées par la Comisión Nacional de Microfinanzas de Nicaragua (CONAMI).

Les objectifs spécifiques du projet sont :

- le développement d'une meilleure compréhension de la performance sociale ;
- l'élaboration de procédures et règlements du fonds de promotion de la microfinance définie par la loi ;
- le développement d'une structure d'alliances institutionnelles avec pour conséquence la mise en œuvre de la gestion de la performance sociale dans les IMF ;
- le renforcement des compétences et des connaissances du personnel de la CONAMI concernant la protection des clients et les standards universels de la performance sociale et
- le renforcement des compétences de supervision du personnel de la CONAMI.

Ce projet a été formulé pour la période 2016-2018 avec un budget total de 85 000 EUR.

Le projet **« REDCAMIF- Amérique Centrale et Caraïbes »** vise à fournir un Appui Réseaux à REDCAMIF en Amérique Centrale et aux Caraïbes avec pour objectif de promouvoir l'industrie de la microfinance et son impact économique et social à travers l'innovation en services financiers inclusifs et l'amélioration de l'efficacité en gestion et de la performance des acteurs de la microfinance.

Le projet **« REDCAMIF – Microassurance/micropension »** est également réalisé à travers REDCAMIF, dont la mise en œuvre de deux projets pilotes innovants d'envergure régionale : un projet de mise en place d'un plan de retraite programmé (Plan Programado de Retiro/micro-pension) qui s'est achevé en 2016 et un projet dont l'objectif était d'offrir aux clients cibles des IMF une assurance volontaire contre les risques personnels (Proyecto de Expansión de Microseguros/microassurance). Deux produits de microassurance volontaire sont désormais disponibles au Nicaragua.

Le budget total de ce deuxième projet, débutant en 2016 et se terminera en décembre 2017, s'élève à 160 000 EUR, dont 10 000 EUR pour 2017.

## Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Managua, Nicaragua

**Sylvie Lucas**
*Ambassadeur non résident*

2200, Massachusetts Avenue N. W.
WASHINGTON D.C. 20008
USA

Email: washington.amb@mae.etat.lu
Tel: (++1 -202) 265 4171/72
Fax: (++1 -202) 328 8270

**André Biever**
*Chargé d'Affaires a.i.*

**Christian Steinbach**
*Attaché*

Bolonia, del Hospital Militar 1c. al Norte
1 ½c. al Oeste (Hotel Maracas Inn)
AP 969
Managua, NICARAGUA

Email: andre.biever@mae.etat.lu
Tel: (505) 2268 1881
Fax: (505) 2266 7965

## LuxDev Managua

**Marc Riehl**
*Représentant régional*

Bureau régional de Managua

Bolonia, del Hospital Militar 1c. al Norte
1 ½c. al Oeste (Hotel Maracas Inn)
Managua, NICARAGUA

Email: marc.riehl@luxdev.lu
Tel/Fax: (505) 2266 8347

## Direction de la Coopération au développement et de l'action humanitaire, ministère des Affaires étrangères et européennes

**Cathy Wiseler**
*Attachée de légation, Desk Amérique centrale*

6, rue de la Congrégation
L - 1352 Luxembourg
LUXEMBOURG

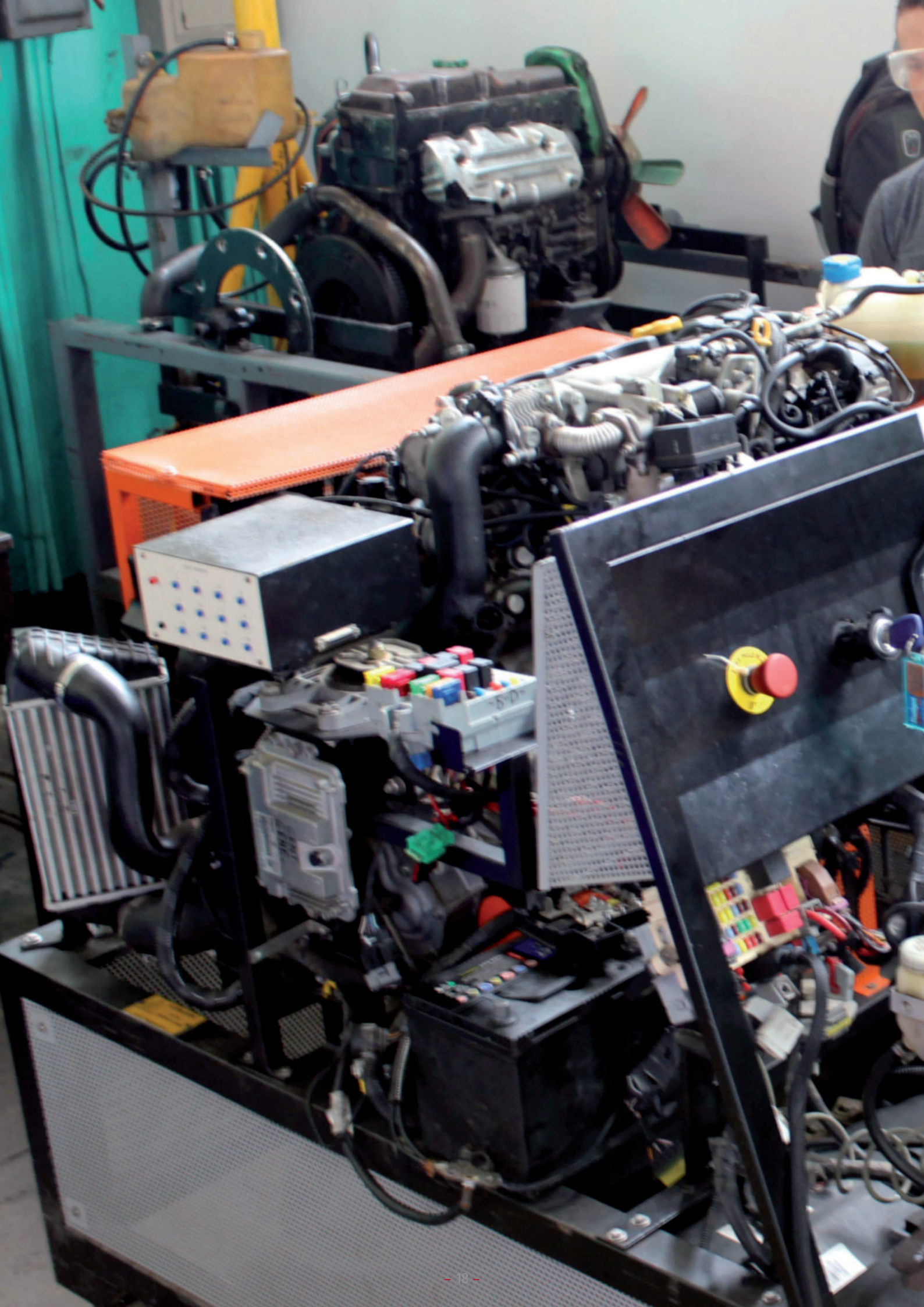
Email: cathy.wiseler@mae.etat.lu
Tel: (352) 247 82 474
Fax: (352) 46 38 42

## LuxDev Siège

**Alice Risch**
*Conseillère géographique Amérique centrale*

10, rue de la Grève
L-1643 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email: risch@luxdev.lu
Tel: (352) 29 58 58 233
Fax: (352) 29 58 58 200



LUXEMBOURG

LET'S MAKE IT HAPPEN

# Coopération luxembourgeoise


LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

Édité par

LUX DEV
Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au Développement

en mai 2017


www.gouvernement.lu/cooperation
http://managua.mae.lu/
www.facebook.com/MAEE.Luxembourg